

SIGNIFICATION ÉTHIQUE DU PROFIT

Jean Moussé

UNIVERSITÉ DE LILLE

Peut-on marier l'éthique et le profit? La question se charge immédiatement de signification symbolique. Derrière le mot profit, en effet, c'est le rapport des hommes au monde et à l'argent qui se profile. Au delà de la nécessité de produire des richesses, de les échanger et les accroître, il implique le désir de gagner, la nécessité de se défendre au coeur de la concurrence devenue mondiale. Tout cela est-il compatible avec l'éthique dont surgit partout l'exigence? La question se pose dans l'évolution du monde, en deçà et au delà du libéralisme qui la conditionne.

167

Profit et libéralisme

Jusqu'à l'époque des lumières, la morale soumettait le comportement de l'individu au "bien commun" défini par des autorités morales traditionnelles, religieuses, politiques ou professionnelles. Au sein d'un système économique lentement évolutif, il était inconcevable que l'argent puisse produire une richesse que seuls la terre et le travail fournissaient aux hommes. L'usure, instrument d'exploitation des pauvres, était interdite entre correligionnaires chrétiens, juifs ou musulmans. L'appartenance sociale définissait le "juste prix" comme celui qui permettait à chacun de tenir son rang grâce à un profit raisonnable. Les marchands paraissaient socialement suspects dans la mesure où ils spéculaient sur des richesses qu'ils ne produisaient pas. Leur profit pouvait malgré tout se justifier dans la mesure où il leur permettait de gagner leur vie, d'acquérir les moyens de pratiquer la charité, de servir l'utilité publique, d'améliorer l'objet négocié, de profiter des différences de valeur selon les lieux et les temps, de rémunérer le risque.¹

¹ Joseph A. Schumpeter, *Histoire de l'analyse économique*, t.I, Gallimard Paris 1983p. 137

A l'avènement de la société industrielle, le dynamisme de l'expansion économique devint l'affaire des individus libres de créer ce qu'ils entendaient, comme ils l'entendaient. Le droit de propriété garantissait les libertés. L'économie prenait le pas sur la politique et sur la culture reléguées au second rang des priorités. Ce fut l'origine d'une expansion fantastique.

En principe, fabricants, vendeurs et acheteurs participaient, chacun en fonction de ses objectifs propres, à la régulation de l'économie. Il leur suffisait pour cela de considérer les mouvements des prix comme un pilote d'avion regarde les cadrans de son tableau de bord pour un atterrissage sans visibilité. Dans ces perspectives, le profit prend une signification nouvelle. Non seulement il mesure les progrès économiques et sanctionne les efforts de celui qui les réalise, mais, ce faisant, il appelle ou condamne les activités économiques. Si la demande s'accroît dans un secteur, c'est qu'il faut y investir. Si la demande faiblit, les bénéfices diminuent. Parfois les pertes sont ruineuses. Il faut inventer autre chose. Ainsi la fameuse "main invisible" est-elle régulatrice de l'économie. Pour certains, la morale des affaires s'identifie aux exigences de cette régulation.²

Bernard de Mandeville, dans sa *fable des abeilles*, exprimait en 1705, le *renversement radical des valeurs* que signifiait cette évolution. "Je me flatte d'avoir montré que ni les qualités aimables et les tendres affections qui sont naturelles à l'homme, ni les vertus réelles qu'il est capable d'acquérir par la raison et le déni de soi ne sont la fondation de la société, qu'au contraire ce que nous appelons le Mal dans le monde, moral aussi bien que naturel, est le grand principe qui fait de nous des créatures sociables, la base solide, la vie et le soutien de tous les commerces et emplois sans exception"³. Le sous-titre de la fable est encore plus explicite: "Vices privés, vertus publiques". C'est clair. Là où Thomas d'Aquin voyait "quelque chose de vil", l'industriel, le commerçant ou le banquier découvrent quelque chose de très honorable. Les "gagnants" vont devenir les héros de la société moderne.

La morale ne s'identifie pas pour autant à la recherche du

² On a même vu au XIX^e siècle, un ministre français du commerce, reprocher aux patrons lyonnais, sur le point de signer un accord avec les ouvriers de la soie, de mêler des considérations morales aux décisions économiques. Le comte d'Agout, alors ministre du commerce en 1831: "Les délégués patronaux qui ont voté le tarif cédèrent à des considérations morales, et ainsi leur liberté de jugement n'était pas entière". C'est donc que les lois du libéralisme sont plus morales que la morale. Cité par Dolléans, Histoire du mouvement ouvrier, ch. II.

³ Cité par Louis Dumont *homo aequalis*, Gallimard, Paris, 1977, p.88

profit, car même si un décideur économique lui donne la priorité, bien des questions appellent des choix éthiques. Il faut les trancher. En *amont* des décisions, par exemple: dans quel domaine faut-il investir? Electro-ménager? Mitraillettes? Parfums? Peut-on investir n'importe où du moment que cela rapporte? Par quels moyens? Au gré de quelles alliances? Au bénéfice ou au détriment de qui?. En *aval*, il appartient aux décideurs économiques d'affecter les bénéfices et les pertes. Mais faut-il investir ou consommer? Favoriser les actionnaires, le personnel ou les clients? Comment gérer les pertes, les pénuries ou les surplus? Est-il honnête de provoquer une faillite dont les créanciers feront les frais? Aussi conditionné soit-il par le fonctionnement de l'économie et les jeux de la concurrence, le décideur doit encore régler des questions de salaires, d'investissements, de recherche et de formation, d'amortissements, de dividendes, de crédits de publicité...

En relation plus directe avec le profit: doit-on faire pression sur les prix des matières premières, ou de la sous-traitance, ou des salaires ou du temps de travail? Ou sur tout à la fois? Jusqu'à quel point faut-il automatiser des installations et au prix de quelles conséquences? Est-on en droit de sponsoriser certaines manifestations? Doit-on céder et jusqu'où au racket politique? Jusqu'à quel point prendre en charge les risques courus par l'environnement? Faut-il prendre en compte le court terme comme font les Américains, ou le long terme comme les capitalistes rhénans dont parle Michel Albert? Enfin, n'est-on pas libre de poursuivre d'autres objectifs que la maximisation du profit? La survie d'abord, ou le prestige, ou la performance technique, ou le pouvoir, sans parler de la multitude des stratégies personnelles ou particulière à certains groupes.

En fait, la poursuite du profit n'a jamais été l'unique fin des entrepreneurs, même si, encore aujourd'hui, elle prédomine.⁴ Autant et plus que par l'éthique ou la soi-disant rationalité économique, elle compose avec une multitude de motivations corsetées par des lois et réglées par des contrats qu'orientent les moeurs et les coutumes d'un pays, d'une profession ou d'une époque. La pression sociale, le goût du risque ou la méfiance y jouent aussi leur rôle au risque de dérives dont font foi les actuelles affaires de corruption: quand tout le monde triche, comment faire autrement?

⁴ Henry Mintzberg, *Le pouvoir dans les organisations*, éd. organisation Paris 1981, a montré à quel point les objectifs des entreprises s'étaient compliqués.

Mise en question du libéralisme

Il serait inutile de reprendre ici les critiques du libéralisme s'il n'avait pas encore de nombreux adeptes. On peut les résumer en deux points: premièrement ce système en fait pas droits aux hommes et secondement, moins que jamais il ne marche comme le voudrait la théorie.

Le modèle libéral marginalise les hommes sans lesquels l'économie perd son sens. Ce fut évident aussi longtemps qu'au nom d'une organisation prétendument scientifique, on organisa le travail dans les perspectives de Taylor ou de Ford. Aujourd'hui encore, certains vendent ou achètent des effets au mépris total des réalités humaines qui les sous-tendent. Une entreprise peut en absorber une autre sans égard pour ses employés.

Plus gravement, la théorie masque des abus sociaux dénoncés avant Marx par Necker et quelques autres. La liberté du libéralisme est celle du "renard libre dans le poulailler libre" comme le disait Patrice La Tour du Pin. Sous l'abstraction du modèle, elle cache des relations de domination et de servitude dont l'éthique voudrait qu'elles deviennent des relations entre hommes libres.⁵ Elle justifie les ambitions non pas des meilleurs mais des plus forts qui sont souvent aussi les moins scrupuleux. Dans un monde où ne sont reconnus que les gens solvables, les autres sont laminés par le système ou exclus comme les Homeless aux États-Unis et certains pays africains dans l'économie mondiale.⁶

Les hypothèses du libéralisme qui n'a jamais existé à l'état pur sont devenues de plus en plus discutables au cours du temps. La concurrence pure et parfaite concevable dans un monde agricole et artisanal s'est peu à peu restructurée autour de grandes fir-

⁵ C'est la thèse défendue par J. Habermas dans *La technique et la science comme idéologie*. Gallimard, Paris 1973.

⁶ Robert Reich dans *L'économie mondialisée*, Dunod Paris 1993 chiffre l'écart croissant des revenus non seulement entre les pays riches et les pays pauvres, mais aussi bien au coeur même des États-Unis où 32,5 millions de gens vivent en dehors du seuil de pauvreté (p.188). Il dénonce aussi l'immense gaspillage financier lié au mouvement des actifs financiers aux États-Unis pour le plus grand profit des avocats et conseillers. En 1966, 776 millions d'actions ont été échangées au total à la bourse de New-York, soit 12% des actions en circulation, et chacune de ces actions avait été détenue en moyenne 8 ans. En 1988 au sommet du boom, 900 millions d'actions changeaient de propriétaires chaque semaine, et 97% des actions en circulation étaient échangées durant l'année (p.178) Il signale qu'entre 1977 et 1990 le revenu moyen des Américains les plus pauvres a diminué d'environ 5% tandis que celui des 20% les plus riches avait augmenté de 9%. Si l'on s'exprime en termes de familles, on passe de -7% à 15%. 32,5% des Américains vivent en dessous du seuil de pauvreté (p.183)

mes dont les investissements de plus en plus lourds ont freiné la mobilité théorique. L'état, d'abord invité à intervenir comme gendarme de l'économie, est peu à peu devenu providence, puis gestionnaire. L'information échappe largement aux décideurs de moins en moins capables de prévoir et de planifier. La mobilité est freinée par la lourdeur des investissements. La maximisation du profit et la diminution des pertes sont toujours de mise, mais le pourcentage des profits difficiles à estimer, baisse considérablement (4,6% du PNB aux USA en 1990 selon Reich). Il est encore plus difficile d'estimer les bénéfices à venir en raison des variables fluctuantes dont ils dépendent. Enfin si les risques des petits entrepreneurs restent grands, les grosses entreprises en prennent peu en raison de subventions étatiques plus ou moins transparentes. Le pouvoir de ces dernières, est passé des propriétaires aux managers salariés et aux financiers.⁷ Selon Peter Drucker⁸, le capital des entreprises aux USA est pour moitié entre les mains des caisses de retraites. C'est un "capitalisme sans capitalistes".

Dans ces perspectives, une première conclusion d'ordre éthique est négative. La référence aux lois du marché ne suffit pas à justifier des décisions orientées exclusivement vers le profit à court ou long terme. D'autres critères doivent entrer en jeu. Il est faux que les décideurs aient à se préoccuper uniquement de la prospérité économique de leur affaire sans se soucier de ses rapports à l'environnement politique, économique, social et culturel. C'est l'envers d'une exigence positive selon laquelle les décideurs devraient s'ouvrir à un monde incertain de plus en plus complexe qui n'a plus rien à voir avec la "mégamachine" du XIX^{ème} siècle. Pour reprendre l'expression de Michel Crozier, l'entreprise est "à l'écoute" bien au delà de l'économie. Ses managers ne doivent a priori négliger aucun élément de la réalité. En ce sens on parle de l'entreprise citoyenne, démocratique⁹, ou même tout simplement intelligente¹⁰. Du même coup, il est immoral de considérer le profit indépendamment des paramètres avec lesquels son calcul doit composer.

⁷ Robert Reich, o.c. , pp88 sv.

⁸ Peter Drucker *Au-delà du capitalisme*, Dunod, Paris 1993

⁹ Mireille Weiszfeld et alii, *Vers l'entreprise démocratique*, La découverte, Paris 1993.

¹⁰ Hubert Landier, *Vers l'entreprise intelligente*, Calmann-Lévy, Paris 1991.

Dynamisme du crédit

En amont de l'ère libérale, la signification du profit avait déjà changé avec celle de la monnaie au cours d'une évolution d'abord feutrée. Durant des millénaires, les hommes avaient fondé leur confiance en l'avenir sur les certitudes nées du passé. Dans ce contexte, la terre, les mines, et le travail des hommes étaient les seules sources de valeur économique.

L'éthique concernait alors la répartition des richesses déjà produites dans une perspective de bien commun. On parlait du juste salaire et du juste prix. Mais la monnaie par elle-même en produisait rien. C'était pourquoi le prêt à intérêt, longtemps réduit à l'usure, semblait illégitime. Les commerçants eux-mêmes étaient soupçonnés de parasitisme car ils en faisaient qu'échanger des produits faits par d'autres.

Les choses changèrent lorsque de gros investissements furent nécessaires à la réalisation de travaux dont les réalisateurs escomptaient des avantages financiers: on ouvrit des canaux; on construisit des ports; on renforça la sécurité des foires et des grands itinéraires; on organisa des expéditions lointaines. Ce mouvement emporta les convictions éthiques antérieures. L'église elle-même pratiqua dans les faits le prêt à intérêt qu'elle continuait à interdire en théorie. Cependant, Calvin l'avait déjà autorisée car si l'argent qui dort est stérile, celui qui permet d'acheter des marchandises ne l'est pas. Les protestants purent même se faire gloire de leur enrichissement. Les portes étaient ouvertes au crédit encouragé par de nouveaux instruments financiers: endossement (ordonnance de 1537 à Anvers), escompte (1550), négociabilité des effets dans la première moitié du XVII^e siècle. A partir de la Révolution en France, le prêt à intérêt est légalisé (1804). Les théologiens sont relayés par les économistes.

La monnaie scripturaire accentua la rupture avec le passé. Jusqu'ici, la valeur de la monnaie se fondait sur les résultats de travaux déjà accomplis¹¹. La vertu collait à la glaise et la prudence s'alliait à l'honnêteté. Aujourd'hui, c'est presque le contraire. Le virtuel supplante l'acquis. Le crédit a transformé tous les secteurs de l'économie¹², jusqu'aux prêts de la Banque Mondiale et aux Droits de tirage spéciaux du F.M.I.¹³

¹¹ Voir Rosa-Maria Gelpi *Histoire du Crédit à la consommation*, La découverte Paris 1994

On peut régler ses dettes par la seule promesse de leur règlement. La question n'est plus de savoir si l'on fait ou non du crédit. Elle n'est pas non plus de savoir s'il faut faire du profit: globalement c'est un devoir. La question devient de savoir comment on le réalise, dans quel but et au bénéfice de qui?

Depuis la dénonciation des accords de Bretton Wood par Nixon en 1971, la signification des richesses apparaît moins dans leur accumulation que dans la volonté des hommes de la créer et dans les moyens qu'ils ont de le faire¹⁴. Les hommes se payent les uns les autres avec des signes que rien ne gage plus sinon, dans le temps, le potentiel économique des débiteurs.

Dans un monde où les biens matériels deviennent obsolètes à mesure qu'ils sont produits, la valeur de la monnaie repose autant tout sur une confiance étayée par la puissance économique des pays les plus riches. La sphère financière peut s'enfler indéfiniment, même s'il existe quelques moyens de la contrôler politiquement.

Ce champ est ouvert aux spéculateurs. Il n'est pas étonnant qu'y éclatent des crises comme celle de 1929 ou de 1987. Crises de confiance plus qu'absence de biens ou incapacité de les produire. Plus l'écart s'accroît entre le développement virtuel des valeurs du marché et la valeur réelle des actifs qu'elles sont censées représenter, plus la tension se manifestera. Tous les acteurs de l'économie ont ici leur part de responsabilité: banquiers, directeurs des grands organismes, ministres des finances, responsables d'entreprises et jusqu'aux simples consommateurs tentés de vivre au des-

¹² La levée de l'encadrement du crédit en 1986 provoque une véritable explosion. Ensuite on constate les incidences d'une modernisation accélérée de la profession bancaire, notamment à partir de la télématique après 1980: la relation avec les clients s'informatise grâce au minitel, le délai de transmission d'un dossier passe de quelques jours à quelques minutes. Distribués sous les formes très diverses de la vente à tempérament, de la location avec option d'achat, du découvert en compte, des prêts personnels ou renouvelables, des cartes commerciales, voire de certaines cartes bancaires couplées avec des partenaires spécifiques, les financements représentaient, début 1993, près de 11% de la consommation totale des ménages français contre 2% en 1970. 70% des voitures neuves, 50% des voitures d'occasion, 20% des meubles et 10% de l'électro-ménager sont aujourd'hui financés à crédit, en même temps que 52% des ménages se trouvent endettés. L'encours des crédits de trésorerie aux particuliers, passe de 12 milliards de francs en 1969 à 385 milliards en 1992. Ce rythme n'a cependant pas été tenu, l'année 1993 marquant même un certain recul.

¹³ Les DTS ont été institués en 1969 par le FMI. C'est une monnaie créée en faveur des États membres. Sa valeur est fixée sur un "panier" de 5 monnaies: \$, F, DM, £, Yen. Ils ont aidé notamment les pays de l'Est à fort potentiel industriel.

¹⁴ cf François Rachline *Que l'argent soit*, Calmann Levy 1994.

sus de leurs moyens¹⁵. Il s'agit pour eux de savoir quelles sortes de bien virtuels il faut produire, au service de qui et au gré de quelle répartition. Dans la mesure où, sur la lancée du libéralisme, chacun —groupe ou individu— joue pour soi, il est aisé de prévoir l'écrasement ou la marginalisation des faibles, les injustices et la violence qui en résultera. Le jour où un grave événement ruinerait la confiance de tous, on peut prédire que le désastre mondial sera comparable à celui qui affecte la Russie d'aujourd'hui. Rien cependant n'est fatal. Dans la mesure où rompant avec un passé déjà mort, chacun jugera de ses actes en fonction de leurs conséquences proches ou lointaines et mondiale, on pourra éviter le pire.

Un univers interactif

En aval du libéralisme, les décisions d'ordre éthique subissent le défi de la complexité et de l'incertitude décrites par Edgar Morin: comment dès lors, prendre en compte les comportements virtuels et imprévisibles d'un nombre indéfini et mouvant de partenaires reliés au cœur des réseaux informatisés? On passe du système mécanique d'activités juxtaposées au maillage d'une économie interactive gouvernée par des appréciations subjectives autant que par des considérations rationnelles. L'évaluation des prix et des profits escomptés s'y dissout en échappant à la maîtrise des gouvernements, des consommateurs et des entreprises. Les ajustements s'opèrent soit au gré des relations émotionnelles irrationnelles, soit au gré des stratégies particulières, individuelles ou collectives, plus ou moins compatibles. Chacun avance comme un automobiliste dans le brouillard.

Le marché existe toujours puisque certaines personnes versent un prix pour l'acquisition de produits et de services que d'autres leur vendent. Mais l'équilibre général se fond dans le tohu-bohu des interactivités mondiales. Le jeu flou des possibilités et des contraintes dans lesquelles un responsable doit inscrire ses décisions interdisent d'autant plus les réponses précises aux questions concernant les montants du profit que sont indécises les frontières entre le raisonnable et le déraisonnable, le juste et l'in-

¹⁵ Les consommateurs manifestent des comportements nouveaux: exigence de qualité et de fiabilité, notion de juste prix et connaissance des marges réelles, objectivité de l'information, etc. Les banques sont devenues plus prudentes et les consommateurs plus méfiants. L'exploration de certaines "niches" de consommation laisse espérer qu'avec une sortie progressive de la crise et dans la mesure où l'offre s'adaptera aux aspirations du public, l'évolution de la consommation en France, à terme, deviendra favorable. Mais les jeux du crédit se poursuivent plus haut.

juste, l'honnête et le malhonnête. Comment fixer des limites à partir desquelles une opération financière devient purement spéculative au delà des nécessités d'une bonne gestion? Comment condamner une entreprise qui joue sur les taux de changes pour maintenir à flot sa trésorerie? Comment ne pas condamner les nouveaux parasites qui surfent sur les mêmes taux de changes?

Cependant le reproche des théologiens à ceux qui gagnent de l'argent, sans travailler, grâce aux mille formes de la spéculation retrouve une actualité. C'est en jouant sur les marchés financiers, nationaux et internationaux que se réalisent maintenant les profits les plus élevés. N'y a-t-il pas là une forme moderne de l'exploitation de l'homme par l'homme?¹⁶ Aucun critère "objectif" ne permet de lui assigner des limites précises. En revanche on peut critiquer un état d'esprit opposé non seulement à l'Évangile, mais aux soucis de création et d'efficacité qui habitèrent les fondateurs de la société industrielle. La référence aux seules *lois du marché*, ou même aux seules lois positives d'un pays, perd ici sa pertinence. Les anciennes références au juste prix et au juste salaire, basées sur la stabilité d'une économie traditionnelle relativement peu novatrice, en valent pas mieux. En revanche *l'idolâtrie de l'argent* dont l'accumulation est devenu le but de l'existence personnelle ou collective apparaît comme un non sens d'autant plus pernicieux qu'il inspire des jeux sans égard pour les plus faibles.

Aujourd'hui comme hier, l'argent n'est qu'un signe de relations qui le débordent. Sa signification se perd dans la complexité de l'économe et de la politique. Cependant elle s'inscrit toujours dans les richesses présentes ou futures, produites, distribuées, consommées et dans la qualité des relations de liberté ou de solidarité qu'elle a pour sens de servir. C'est pourquoi l'éthique s'inscrit plus dans un état d'esprit que dans des codes précis: que le décideur envisage la réalité bien au delà de l'utilitarisme (ce qui ne signifie pas à l'encontre) et des exigences pourtant nécessaires de la rationalité économique. Qu'il se réfère à des valeurs comme celle du respect des hommes, de l'acceptation des mises en questions, de l'importance, de la collaboration avec les autres, de la volonté créatrice. Il peut observer la lettre de la loi sans bafouer son esprit.

¹⁶ Sur ce point on lira l'opuscule du Conceil Pontifical "Justice et paix" publié par Antoine de Salins et François Villeroy de Galhau: *Le développement moderne des activités financières au regard des exigences éthiques du christianisme*. éd. du Vatican 1994.

Conclusion

C'est dans le brouillard que les boussoles s'avèrent indispensables. Dans la mesure où l'éthique s'inscrit dans des convictions, elle reste plus que jamais nécessaire. Or la culture occidentale prône au moins théoriquement l'avènement d'une société d'hommes libres, sans domination ni servitude¹⁷. Dans ces perspectives, il en s'agit pas de supprimer les bénéfiques, ni de sous-estimer leur rôle régulateur dans l'économie, mais de les soumettre à des fins de libération, de respect mutuel, et, pour employer un vieux mot de nouveau à la mode, de solidarité.

Il reste vrai que les jeux flous des contraintes et des possibilités de l'action dans un ensemble à dominantes virtuelles, complexe et en permanente évolution, interdisent les réponses toutes faites aux questions concernant les modes et les montants du profit. La pesanteur culturelle d'un siècle de positivisme accroît encore l'opacité des analyses des décideurs. De ce côté la difficulté vient parfois du défaut de courage; de la peur de la vérité, de l'égoïsme et des prétentions vaniteuses. Cependant, rien ne les empêche de soumettre leurs décisions au respect d'autrui, à la générosité créatrice, à la justice, à la vérité.

Abstract:

Can ethics and profit go together? This question has an immediate symbolic significance. Behind the word "profit", in reality, it is the relationship between men of the world and money which is outlined. Beyond the necessity of producing wealth, exchanging it and increasing it, this implies the desire to earn, the need to defend oneself in competition which is now world-wide. Is all this compatible with the ethics from which the demand arises? The question is raised in the evolution of the world, above and beyond the liberalism that conditions it.

¹⁷ C'est la thèse défendue par J. Habermas dans *La technique et la science comme idéologie*.